



HAL
open science

Femmes et mouvements féministes dans les mondialisations 1880-1930

Corinne M. Belliard

► **To cite this version:**

Corinne M. Belliard. Femmes et mouvements féministes dans les mondialisations 1880-1930. Les mondialisations des années 1880 au milieu des années 1930, Bréal Studyrama, 2024, 978-2-7495-5605-5. hal-04491120

HAL Id: hal-04491120

<https://hal.science/hal-04491120>

Submitted on 5 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Femmes et mouvements féministes dans les mondialisations 1880-1930

Dans le monde de 1880 jusqu'au milieu des années 1930, plusieurs pionnières de différentes nationalités portent des mouvements féministes à première vue disparates. Les contextes socio-culturels sont à prendre en compte. Qu'elles soient américaines, australiennes, britanniques, espagnoles, finlandaises, françaises, japonaises, néo-zélandaises, russes, elles luttent toutes pour l'égalité des droits. Elles n'obtiennent pas le suffrage de façon universelle. Si les néo-zélandaises (1893), les australiennes (1901), les finlandaises (1905), les russes (1917), les britanniques (1918), les américaines (1920) et les espagnoles (1931) parviennent à conquérir des droits au début du vingtième siècle, les françaises (1944) ainsi que les japonaises (1946) attendent plus longtemps. La plupart d'entre elles commencent par s'organiser, en fondant ou adhérant à des associations, des partis.

Le Tableau ci-dessous présente en ordre alphabétique les principales associations :

| | | |
|---|--|--|
| - | <i>American Birth Control League</i> | de Margaret Sanger (1879-1966) |
| - | l'Association de la femme nouvelle | de la japonaise Raichô Hiratsuka (1886-1971) |
| - | Le Droit des femmes | de la française Hubertine Auclert (1848-1915) |
| - | La Fédération internationale de femmes avocates | de l'espagnole Clara Campoamor (1888-1972) |
| - | le Jenotdel | de la russe Alexandra Kollontai (1872-1952) |
| - | la <i>Ladies' National Association</i> | de la britannique Josephine Butler (1828-1906) |
| - | le <i>National Women's Party</i> | de l'américaine Alice Stokes Paul (1885-1977) |
| - | le <i>National Woman Suffrage Association</i> | d'une autre américaine Matilda Joslyn Gage (1826-1898) |
| - | le <i>National Union of Women's Suffrage Societies</i> | de la britannique Millicent Fawcett (1847-1929) |
| - | le <i>Women's Peace Army</i> | de l'australienne Vida Goldstein (1869-1949) |
| - | le <i>Women's Franchise League</i> | de la britannique Elizabeth Wolstenholme (1833-1918) |
| - | le <i>Women's Social and Political Union</i> | de l'anglaise Emmeline Pankhurst (1858-1928) |

Ces pionnières commencent souvent par discourir, puis publient des journaux militants et enfin diffusent leurs idées auprès d'autres femmes dans les conférences mondiales ou les congrès internationaux.

Discours et courrier militants

Bien qu'opérant dans différents pays, les pionnières du féminisme du dernier quart du XIX^e siècle, ont en commun un niveau d'instruction qui leur permet de prendre la parole en public. Ainsi, la première à défendre vigoureusement la cause des femmes est la journaliste française, Hubertine Auclert. C'est au III^e congrès ouvrier socialiste de Marseille, le 22 octobre 1879, qu'elle appelle à prêter attention aux revendications féminines. Elle incite sur le fait que :

« Dans notre société moderne, comme vous, nous [les femmes] subissons encore la force tyrannique de ceux qui détiennent le pouvoir, à laquelle s'ajoute pour nous la force tyrannique de ceux qui détiennent les droits. Et tout cela s'abrite sous les couverts de la République ! ... Ah ! Nous vivons sous une forme de République qui prouve que les mots les plus sublimes deviennent de vains titres qui s'étalent aux regards quand, dans les sociétés, les principes qu'ils représentent ne sont pas intégralement appliqués. Avant que vous, hommes, vous conquériez le droit de vous élever jusqu'à vos maîtres, il vous est imposé le devoir d'élever vos esclaves, les femmes, jusqu'à vous ... Les femmes ont à se défier de ceux qui prônent au futur l'égalité et qui, au présent, s'opposent à ce qu'elles apportent leur intelligence, leurs idées, leurs goûts dans la construction de cette société future. Femmes de France, je vous le dis du haut de cette tribune. Ceux qui nient notre égalité, au présent, la nieront à l'avenir. Comptons donc sur nous-mêmes, n'abandonnons pas nos revendications. Depuis des siècles, nous sommes beaucoup trop victimes de la mauvaise foi, pour nous oublier nous-mêmes et penser qu'en travaillant pour le bien-être général, nous aurons notre part du bien général »¹

Ce discours militant est suivi soixante-sept ans plus tard par celui de la politicienne, Emmeline Pankhurst, devant l'assemblée du Royal Albert Hall de Londres le 17 octobre 1912. Cette britannique marque les esprits en justifiant les actions des suffragettes, membres de son association :

« Mesdames et Messieurs, ce mouvement fait l'objet de nombreuses critiques. J'ai toujours l'impression que lorsque les membres du gouvernement s'opposent au suffrage et critiquent le militantisme des femmes, c'est un peu comme si une proie résistait désespérément et accusait, dans de son dernier souffle, les plus doux des animaux. Des hommes n'hésitent pas à critiquer, à ordonner à l'armée de tirer, d'assassiner leurs adversaires, et à encourager la foule de partisans d'attaquer des femmes sans défense dans les réunions publiques. Leurs critiques sont infondées. Je reçois aussi du courrier de personnes qui m'affirment être d'ardentes suffragettes mais qui déclarent ne pas aimer les derniers rebondissements du mouvement militant et m'implorant de sermonner les membres qui mettraient en péril des vies.

¹ <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?Discours-d-Hubertine-Auclert-au>, consulté le 20 août 2023.

Mesdames et Messieurs, la seule faiblesse dont les suffragettes ont fait preuve envers la vie est d'avoir mis en danger leur propre vie et non celle des autres et j'affirme, ici et maintenant, que l'action de *l'Union sociale et politique des femmes* n'a jamais été et ne sera jamais de mettre en danger des vies de manière inconsidérée. Nous laissons cela à l'ennemi. Nous laissons cela aux hommes et à leur combat. Ce n'est pas la méthode des femmes et cela serait déplacé, même lorsqu'il s'agit d'ordre public, que de faire du militantisme mettant en péril la vie. Il y a une chose dont les gouvernements se soucient bien plus que de la vie, c'est le droit à la propriété, et c'est donc par la propriété que nous allons frapper l'ennemi. Soyez militantes, chacune à votre manière. Celles d'entre vous qui peuvent exprimer leur militantisme en allant à la Chambre des communes et en refusant de quitter les lieux sans obtenir satisfaction, comme nous l'avons fait au début, faites-le. Celles d'entre vous qui peuvent exprimer leur militantisme en affrontant les foules de partisans dans les réunions d'hommes politiques, après leur avoir rappelé qu'ils se sont fourvoyés sur le fond, faites-le. Celles d'entre vous qui peuvent exprimer leur militantisme en rejoignant nos actions anti-gouvernementales aux élections municipales, faites-le. Celles d'entre vous qui peuvent casser des vitrines, cassez-les. Celles d'entre vous qui peuvent encore s'attaquer à la secrète sacro-sainte propriété, pour faire comprendre au gouvernement que sans le suffrage des femmes, la propriété est aussi radicalement en danger comme elle l'était autrefois du temps des chartistes, faites-le. Et mon dernier mot s'adresse au gouvernement : J'incite cette assemblée à la rébellion ! »²

Cette injonction s'inscrit parfaitement dans le cadre de la devise de son association, le *Women's Social and Political Union* qui appelle à : « des actes et [à] non des paroles ». Son appel à l'action violente est, à la fois, audible hors du royaume et peu inspirant pour sa cadette, la réformatrice australienne, Vida Goldstein.

En effet, les discours de Vida dans tout le Victoria, au Sud-Est de l'Etat fédéral australien, sont probablement moins forts et célèbres historiquement que l'aide qu'elle apporte aux américaines. Vida profite du droit de vote des australiennes - excluant les femmes aborigènes - obtenu en 1901 pour aller discourir dans tous les Etats-Unis et notamment à la Conférence internationale pour le suffrage féminin. A son retour, elle rédige une lettre ouverte aux américaines :

« Mes chères amies, ayant récemment parcouru une grande partie de votre vaste pays, je pense que vous serez intéressées par mes impressions sur le mouvement pour le suffrage des femmes aux États-Unis, d'autant plus que je suis maintenant une femme émancipée, éligible à un siège et à une nomination ministérielle au Parlement national australien, postes auxquels je n'avais pas le droit quand j'ai assisté à la Conférence internationale sur le suffrage des femmes à Washington, et quand je me suis adressée à différents publics aux États-Unis. Aujourd'hui, l'Australie est à la pointe du mouvement en faveur du suffrage féminin, car elle est la seule nation au monde à avoir accordé aux femmes le suffrage national, mais nous, les australiennes, n'oublions pas à quel point nous devons notre liberté

² Corinne M. Belliard, 2020, «1903-1928 : Les luttes des suffragettes » 2020, in Claude Mesmin et Sonia Bressler (dir) *Diplômées : 100 ans de lutte(s) pour l'égalité*, Paris, La Route de la Soie Editions.

politique aux femmes d'Amérique ... Et parce que nous, les femmes du pays de la Croix du Sud, récoltons ce que l'Angleterre et l'Amérique ont semé, nous sommes d'autant plus disposées à aider nos amies anglaises et nos cousines américaines dans leur lutte pour la liberté. Notre principale action sera d'utiliser notre droit de vote de manière à ce que les hommes des autres nations veuillent bientôt suivre l'exemple des championnes australiennes de l'émancipation des femmes ... Vous voulez et devez avoir le soutien de la base des travailleurs. Et c'est justement là votre faiblesse : vous ne l'avez pas. L'histoire se répète dans votre pays comme ailleurs, et toutes les réformes sociales dignes d'intérêt n'ont été obtenues qu'avec le soutien des travailleurs. Ce sont eux qui ressentent le plus le besoin de réformes, parce que ce sont eux qui souffrent le plus de la situation sociale actuelle - ce sont les seuls prêts à se battre pour les réformes. Vous voulez voter pour contribuer à l'amélioration des conditions sociales et matérielles, mais vous ne l'obtiendrez pas sans l'aide du secteur industriel du pays. J'en suis convaincue. C'est ainsi que nous l'avons obtenu en Australie, et dès que vous ferez comprendre aux ouvriers américains que la question du suffrage est une grande cause économique, ils vous rejoindront ... »³

Son appel à l'adhésion des hommes du secteur industriel à la cause des femmes est comparable à la force militante et à l'expérience de la plaidoirie de l'avocate, Clara Campoamor. Cette espagnole défend en effet fermement - après la mise en place en 1876 de la monarchie parlementaire - le suffrage féminin à l'Assemblée, bien que les femmes soient déjà éligibles. Selon Clara refuser le droit de vote aux femmes, c'est continuer à diviser l'espèce humaine en deux catégories, ce qui est un non-sens. Elle interpelle son auditoire en démontrant que « le nombre d'hommes analphabètes n'a cessé d'augmenter en Espagne entre 1860 et 1910 alors que pour la même période celui des femmes n'a cessé de diminuer. »⁴ Son talent est dans la démonstration des capacités intellectuelles des femmes, devant une assemblée composée de quatre cent trente cinq hommes. Le 1^{er} octobre 1931, elle déclare ainsi :

« ... Mesdames et Messieurs les députés, vous qui avez voté pour la République, vous qui avez été élus par les républicains, réfléchissez un instant et interrogez-vous sur le vote des hommes et l'absence du vote des femmes. Alors, si vous considérez que les femmes n'ont aucune influence sur la vie politique, vous reconnaissez - notez-le bien tout de même - leur existence. Et c'est en vertu de cette existence que vous reconnaissez et soulignez, par votre refus, le fait de fermer la porte aux femmes en matière électorale ... En avez-vous le droit ? Vous avez le droit que vous procure la loi que vous avez faite, mais vous n'avez pas le droit naturel fondamental, basé sur le respect de chaque être humain, et ce que vous faites est une violation du droit à la vie privée et à la liberté d'expression. Laissez la femme agir et vous verrez à quel point vous ne pourrez plus l'arrêter. »⁵

Le discours de Clara, qui interroge à vingt reprises les membres de l'assemblée, est un engagement si fort qu'il finit par susciter un changement de constitution. Mais, les discours ne sont pas les seuls

³ <http://www.womensweb.com.au/Women&theVote.html>, consulté le 20 août 2023.

⁴ Denis Rodrigues, 2008, « Clara Campoamor : une féministe en résistance », cf. [Dialnet-ClaraCampoamor-2925951-3.pdf](#), consulté le 11 septembre 2023.

⁵ [Microsoft Word - Texto de referencia Discurso de Clara Campoamor.docx – clara campoamor.pdf](#), consulté le 21 août 2023, transcription Corinne M. Belliard.

armes dont disposent les premières féministes dans le monde de 1880 à 1930. Elles participent aussi à la fondation de journaux militants.

Journaux féministes

En opposition à la presse anti-suffrage comme le *Anti-Suffrage Review* (1908-1918), les pionnières du féminisme dans le monde publient des hebdomadaires, des mensuels, des bimensuels pour renforcer leurs luttes pour l'égalité des droits. On trouve principalement sur la place publique, une majorité de journaux anglophones mais aussi d'autres titres très militants. La série commence avec *The Woman's Journal* (1870-1931) et se poursuit par *La Citoyenne* (1881-1891), le *Women's Penny Paper* (1888-1890), le *Shaft* (1897-1900), l'*Australian Woman's Sphere* (1900-1904), *La Fronde* (1903-1930), *La Française* (1906-1940), *Votes for Women* (1907-1918), *The Common Cause* (1909-1920), *Seito* (1911-1916), *The Suffragette* (1912-1914), *The Suffragist* (1913-1921), *The Britannia* (1914-1918), *The Woman Rebel* (mars 1914 - octobre 1914) et enfin le *Women's Leader* (1920-1932).

The Women's Journal est en effet le premier organe de presse féminin publié à Boston, dans le Massachusetts, par Lucy Stone et son mari Henry Browne Blackwell. Cet hebdomadaire, qui refuse dès le début de faire paraître des annonces publicitaires pour le tabac, l'alcool ou les drogues, se donne simplement comme objectif la défense des droits des femmes. Mais en 1917, cette ligne éditoriale est concurrencée par *The Woman Voter* et le *National Suffrage News*. Les trois journaux fusionnent alors sous le titre de *The Woman Citizen*. Tous les membres du Congrès reçoivent dorénavant un exemplaire gratuit de la nouvelle publication. Par ailleurs, *The Woman Citizen* courtise les lectrices de la classe moyenne. Et avec l'avènement du droit de vote des femmes en 1920, le journal continue de défendre les causes féministes et traite de l'éducation politique des femmes et du travail des enfants. Toutefois, le nombre des lectrices du *Woman Citizen* diminue, obligeant par conséquent la direction à passer d'un hebdomadaire à un mensuel. Finalement, en 1927, *The Woman Citizen* est rebaptisé *The Woman's Journal*. Ce retour au titre initial conforte en quelque sorte l'objectif premier.

En France, la concurrence est moins rude. Le premier journal suffragiste, *La Citoyenne* d'Hubertine Auclert est le seul à exiger la modification du Code civil napoléonien. Il s'agit de donner aux femmes le droit de voter et de se présenter aux élections. L'idée, à terme, est de lutter contre les lois injustes en prenant en considération le point de vue des parlementaires françaises. *La Citoyenne* entend bien établir un plan très ferme.

Cette fermeté ou cette radicalisation se retrouve aussi dans la presse britannique de 1888, le *Women's Penny Paper*. Très engagé en faveur de « l'émancipation des femmes dans toutes les directions et dans tous les pays » son éditrice Henrietta B. Muller lui donne comme sous-titre « Le seul journal au monde dirigé, écrit (imprimé et publié) par des femmes »⁶. Le *Women's Penny Paper* publie essentiellement des interviews de personnalités féministes et des rapports d'associations féminines. Mais lorsqu'Henrietta passe la main, pour se rendre notamment aux Indes, le *Women's Penny Paper* change de titre et devient le *Women's Herald*. Cette presse s'oriente alors

⁶ http://www.ampltd.co.uk/collections_az/womensj-nc1/description.aspx, consulté le 28 août, traduction Corinne M. Belliard.

vers le mouvement de tempérance avec ses ligues et associations à tendance plus ou moins religieuses essentiellement opposés à la consommation d'alcool.

Point autant de digressions pour le *Shaft* d'Elizabeth Wolstenholme Elmy, qui paraît une dizaine d'années plus tard toujours en Grande-Bretagne. Constatant que la presse généraliste couvre peu la question du suffrage des femmes, le *Shafts* se veut être une presse spécialisée. L'important pour son editrice est de couvrir tous les aspects de la campagne pour le suffrage féminin.

L'objectif en 1900 de l'*Australian Woman's Sphere*, propriété de Vida Goldstein, est peut-être moins dans son traitement national que mondial. La ligne éditoriale de ce mensuel consiste en effet à porter l'idée que la sphère d'une australienne est le monde. Il convient d'éduquer les électrices blanches en ce sens et de rejeter le principe qui réduit l'action d'une femme à son foyer.

Quant paraît, trois ans plus tard, en 1903, *La Fronde* de Marguerite Durand en France, l'essentiel est dans « la logique du discours, le bien-fondé des revendications »⁷ des femmes. A l'image du sous-titre du *Women's Penny Paper*, sa fondatrice se félicite d'avoir créé un journal pour et par les femmes qui relaie, par ailleurs, le mouvement en faveur des femmes à l'étranger.

Cet intérêt pour les actions internationales n'est pas complètement absent de *La Française*, l'hebdomadaire créé par Jane Misme. En fait, c'est sous la direction de sa dauphine, Cécile Brunschvicg, que *La Française* va plus tôt proposer un point de vue sur la vie politique française et mondiale, tout en défendant la cause des femmes.

En revanche, *Votes for Women* créé en 1907 par Emmeline Pankhurst et Frederick Pethick-Laurence, se décentre peu des affaires intérieures du Royaume-Uni. Le but de ce journal est de se poser comme le moyen de recruter des membres pour la *Women's Social and Political Union*. Ce mensuel tient aussi lieu de vecteur pour collecter des fonds afin de financer les activités de l'association telles que les campagnes de publicité et les tournées en autobus.

Faire connaître une association, est aussi l'objectif de la britannique Helena Mary Lucy Swanwick qui, en 1909, crée *The Common Cause*. Organe de presse de la *National Union of the Women's Suffrage Societies*, ce journal publie des articles sur de sujets féministes en général sans limites particulières. Toutefois, Helena Mary Lucy Swanwick est sous la critique lorsqu'elle commence à dénoncer l'appel à l'action violente des suffragettes. Elle finit par démissionner.

Informé sans dévoiler l'existence d'une certaine violence parmi les mouvements féministes, n'est pas le dessein du magazine japonais *Seito*, produit par Raicho Hiratsuka. Inspirée de « Bas bleu » du XVIII^e siècle occidental, cette presse rassemble dans un premier temps des écrits sur la littérature féminine puis appelle à la révolution spirituelle et à la libération des femmes. Après avoir lancé son premier numéro en démontrant que tout commence par une représentation de la femme en soleil, *Seito* traite ensuite de thématiques comme la sexualité, la chasteté ou encore l'avortement. Ces thèmes font débat et suscitent de nombreuses critiques du Ministère de l'Intérieur japonais. L'état japonais applique la censure.

Limiter la liberté d'expression des pionnières du féminisme est aussi la politique choisie par le gouvernement britannique qui affaiblit *The Suffragette*, le relais de *Vote for Women* à partir de

⁷ Myriam Boussahba-Bravard, Paul Pasteur et le Comité de rédaction, 2014, « Femmes, militantisme et presse en Europe (1860-1930) » in *Genre & Histoire, Paris, Mnemosyne*.

1912. Aussi, *The Suffragette* ne tire plus qu'à dix-sept mille exemplaires par semaine au lieu de trente mille pour *Votes for Women*.

Si la diffusion de cet hebdomadaire est moindre, de l'autre côté de l'atlantique les lectrices de *The Suffragist*, conçu par l'américaine Alice Stokes Paul, sont en 1913 au rendez-vous. L'idée portée par cet hebdomadaire est de faire progresser tous les mouvements en faveur d'un amendement pour le suffrage des femmes. *The Suffragist* offre ainsi la possibilité aux femmes d'échanger directement sans passer par le filtre des grands médias américains. Le journal fait également état des protestations et des arrestations dans le pays en proie par ailleurs à la question raciale.

En 1914, la répression du gouvernement britannique envers les féministes et notamment envers les suffragettes prend de l'ampleur. L'attaque se renforce en effet lorsque *The Suffragette* est rebaptisé *Britannia*. C'est à la suite d'un accord sur l'arrêt des activités militantes des suffragettes désormais bellicistes que naît *Britannia*. Mais, l'équipe éditoriale est néanmoins malmenée et connaît des descentes de police organisées dans les locaux du journal. Un profond ressentiment naît.

Un vent de rébellion souffle également cette même année aux Etats-Unis avec la sortie de *The Woman Rebel* créé par Margaret Sanger. Ce magazine éphémère, qui ne tire que huit numéros, encourage surtout ses lectrices à se rebeller contre la domination masculine. Des articles sur les droits des femmes, le mariage, l'éducation sexuelle, la génétique et la contraception sont publiés. Cette dernière thématique traverse l'Atlantique dans l'Entre-deux-guerre pour se développer au Royaume-Uni.

The Women's Leader est en effet, dans les années 1920, l'organe de presse britannique d'émanation syndicale du *National Union of Societies for Equal Citizenship*, qui milite aussi pour le contrôle des naissances. Si sa campagne principale porte sur l'égalité des droits de vote, ce journal couvre aussi divers autres sujets comme la suppression du principe du mariage et l'égalité des salaires.

Les journaux féministes de 1880 à 1930 ne traitent pas uniquement de l'obtention du droit de vote des femmes mais ils développent aussi divers aspects des questions relatives aux femmes, reflétant à la fois leur indépendance et leur division dans le monde de 1880 à 1930. Cette variété de thématiques s'observe également lorsqu'elles organisent des rencontres à l'attention de l'ensemble des femmes dans le monde.

Conférences mondiales et congrès internationaux

Les pionnières du féminisme et les participantes aux rencontres internationales ne se retrouvent pas régulièrement en un même lieu. Il est, au contraire, différentes capitales ou grandes villes telles que Amsterdam, Budapest, Bruxelles, Chicago, Copenhague, Londres, Paris, Rome, San Francisco, Stockholm ou encore à Stuttgart qui accueillent leurs rencontres.

Entre 1880 et 1930, des femmes organisent six conférences mondiales et à huit congrès internationaux. Elle se rendent tout d'abord à Paris où se déroule, en 1889, en marge de l'Exposition universelle, le Congrès français et international du droit des femmes. Les

communications portent sur les systèmes juridiques dans différents pays, l'hygiène, l'éducation et l'assistance.

Puis, toujours dans le cadre d'une Exposition universelle, elles se réunissent, quatre ans plus tard, en congrès international à Chicago. Elles y discutent de leur représentativité. Très suivi, ce congrès permet notamment aux déléguées et aux auditrices de disposer d'une garderie d'enfants et d'un foyer pour les voyageuses solitaires.

En 1896 les sympathisantes des questions relatives aux femmes reviennent à Paris en congrès. Il s'agit cette fois de débattre de l'enseignement mixte. C'est la française Pauline Kergomard, inspectrice des écoles maternelles qui attire principalement l'attention. En effet, elle obtient des membres de tous les pays représentés de mettre en place un enseignement mixte. Cinq mois plus tard, en septembre 1896, les femmes organisent un nouveau congrès international qui se tient alors à Berlin. Là, c'est le médecin et pédagogue italienne, Maria Montessori, qui se fait remarquer en communiquant sur l'analphabétisme et les inégalités salariales.

L'année suivante au congrès féministe international de Bruxelles, les femmes discutent de leurs crédits et légitimités. Organisée à l'initiative de la Ligue belge du droit des femmes, cette rencontre s'appuie sur l'émotion suscitée par le rejet de Marie Popelin au barreau bien que docteure en droit de l'université libre, fondée sur l'indépendance de la raison. Cet intérêt pour les questions juridiques ne fait pas l'objet de la discussion principale par la suite. En effet, l'ordre du jour du congrès international des femmes tenu à Londres en 1899 met en évidence une toute autre question : l'éducation. Ce thème principal s'inscrit aux côtés de thématiques secondaires telles que le salariat, la politique, les questions sociales et juridiques.

Le droit de suffrage est la thématique qui revient en force à partir de 1906. Réunies en conférence, orchestrée par l'Alliance internationale des femmes, l'idée est d'accueillir de nouvelles représentantes de toutes nationalités. C'est encore une conférence internationale qui permet aux femmes de se rencontrer en 1907. La différence réside toutefois dans le fait qu'il s'agit d'une conférence internationale des femmes socialistes. La thématique politique est ici sans équivoque. Mais ce thème est très vite remplacé.

En 1908, l'Alliance internationale des femmes qui invite ses membres à la conférence d'Amsterdam, s'interroge sur l'histoire des femmes dans le monde. Les participantes venues de pays lointains comme l'Afrique du Sud ou l'Australie, s'arrêtent particulièrement sur la communication de Carrie Chapman Catt. Mais en 1909, la même Alliance internationale des femmes ne maintient pas cette thématique. En conférence à Londres, les représentantes considèrent plus important de communiquer sur le droit de vote. Cette question de suffrage des femmes disparaît ensuite pour être remplacée par celle de la politique.

La conférence Internationale socialiste des femmes de 1910 offre en effet une plate-forme politique aux déléguées à Copenhague. L'allocution de Clara Zetkin, mesure notamment l'expansion du christianisme et la montée socialisme féminin. Par ailleurs, elle propose avec Alexandra Kollontai l'organisation annuelle d'une journée internationale des femmes. Cette proposition de célébration renforce la cohésion féminine dans un monde des démocraties sans accès au droit de vote pour les femmes.

Aussi, la conférence de l'Alliance internationale des femmes de 1911 à Stockholm tombe à point nommé. Il importe aux déléguées et aux auditrices de soutenir toutes les associations nationales féminines afin de parvenir au droit de vote. La question du suffrage demeure désormais essentielle puisqu'en 1912 le congrès international des femmes à Bruxelles cherche à se donner un droit nouveau pour l'égalité, à éliminer les préjugés et à lier le droit civil au droit économique.

Il est toujours question de suffrage les deux années suivantes. En 1913, c'est l'Alliance internationale des femmes à Budapest qui développe cette thématique. Puis en 1914, les représentantes de cette même alliance se concentrent à Rome sur l'accès droit de vote pour les femmes.

En 1915, en revanche, les femmes se réunissent en congrès à La Haye pour appeler à la paix. Elles sont plus de mille venues de douze pays différents pour participer à ce Congrès international des femmes pour la paix. Toutefois des dissensions apparaissent. Les mouvements féministes dans le monde se divisent. D'un côté se trouve les pacifistes et de l'autre les bellicistes. Après la guerre, les déléguées de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté s'intéressent plus à la réconciliation des nations qu'au suffrage des femmes.

Conclusion

Les thématiques développées par les femmes lors des rencontres internationales oscillent bien souvent entre suffrage et politique. Il n'en reste pas moins que ces pionnières ont l'audace de communiquer sur les questions relatives aux femmes, mais aussi d'écrire dans une presse militante et de jalonner l'histoire par des discours. Si la frontière entre mouvements féministes et histoire des femmes est floue, leur présence est bien manifeste. Mais, la crise économique des années 1930 compromet dangereusement les pratiques des femmes dans la vie publique, dans la société, dans la presse et dans le fonctionnement associatif. Leur combat est relégué à l'arrière-plan.

Bibliographie

- Belliard Corinne M., 2020, «1903-1928 : Les luttes des suffragettes » 2020, in Mesmin Claude et Bressler Sonia (dir) *Diplômées : 100 ans de lutte(s) pour l'égalité*, Paris, La Route de la Soie Editions.
- Boussahba-Bravard Myriam, Pasteur Paul et le Comité de rédaction, 2014, « Femmes, militantisme et presse en Europe (1860-1930) » in *Genre & Histoire, Paris, Mnemosyne*.
- Chaplain Camille, 2020, *Artisanes de la Paix : la lutte mondiale pour le droit des femmes après la Grande Guerre*, Paris, des femmes Antoinette Fouque.
- De Bueger-Van Lierde Françoise, 1972, « A l'origine du mouvement féministe en Belgique. L'Affaire Popelin, in *Revue belge de philologie et d'histoire*.
- Derkenne Françoise, 1938, *Pauline Kergomard et l'éducation nouvelle enfantine (1838-1925)*, Paris, Cerf.
- Duby Georges et Perrot Michelle, 1991, *Histoire des femmes en occident : le XIXe siècle*, Paris, Plon.

- Durand-Vallot Angeline (ed), 2012, *Margaret Sanger et la croisade pour le contrôle des naissances*, Lyon, ENS Editions.
- Fraisse Geneviève, 2007, *Hubertine Auclert : Pionnière du féminisme Textes choisis*, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour.
- Gilsoul Martine, 2020, *Maria Montessori : une vie au service de l'enfant*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Gonzalvez Alba, 2019, *Clara Campoamor*, Barcelone, RBA Libros.
- Hiroka Tomida, 2003, *Hiratsuka Raicho and Early Japanese Feminism*, Leiden, Brill.
- Kent Jacqueline, 2020, *Vida : A Woman for Our Time*, New York, Viking Penguin.
- Le Gac Julie et Virgili Fabrice, 2017, *L'Europe des femmes XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Perrin.
- Morin-Rotureau Evelyne, 2014, *1914-1918 : combats de femmes – les Françaises, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement.
- Offen Karen, 2012, *Les féminismes en Europe 1700-1950*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Purvis June, 2002, *Emmeline Pankhurst : A Biography*, London, Routledge.
- Smith Karen M. et Cott Nancy F., 2000, *New Paths to Power, 1890–1920*, Oxford, Oxford University Press.
- « Swanwick Helena Maria Lucy », 2021, in *Le Maitron : Dictionnaire biographique – Mouvement ouvrier – Mouvement social*, Aubervilliers, Le Maitron.
- Van Voris Jacqueline, 1996, *Carrie Chapman Catt : a Public Life*, New York, The Feminist Press.
- Zahniser J.D. et Fry Amelia R., 2019, *Alice Paul : Claiming Power*, Oxford, Oxford University Press.

Présentation de l'auteurice

Corinne M. Belliard : Historienne et angliciste, docteure de l'EHESS, chercheuse associée à l'Université de Rouen-Normandie (ERAC) est enseignante à l'Université d'Artois. Membre de *Women's History Network*, de *Women in French UK-Ireland* et de *Association for the Study of Modern and Contemporary France*.

Auteure de *L'Emancipation des femmes à l'épreuve de la philanthropie* (L'Harmattan 2009) et de *Charity and Gender in Late XIXth and Early XXth Century France* (London Academic Publishing 2019).